

# LE PROLETAIRE

## Parti Communiste International

### A CUBA: MISÈRE, MANIFESTATIONS ET RÉPRESSION

Au cours de la dernière semaine de septembre, selon diverses pages web et comptes-rendus de médias sociaux de certains journalistes cubains, plusieurs mouvements de protestation ont eu lieu à Cuba, menés par les secteurs les plus pauvres dans des villes comme Los Palacios, Nuevitas et, surtout, La Havane, où les manifestants ont organisé des blocages routiers et ferroviaires, et se sont heurtés directement avec les forces répressives du régime.

Depuis juillet et août, dans ces mêmes villes, une série de protestations avaient déjà eu lieu en raison du coût de la vie : les conditions de vie, déjà normalement précaires pour la grande majorité du prolétariat cubain, subissaient les mesures économiques de plus en plus dures du gouvernement Díaz Canel, ne faisant qu'aggraver la situation.

Cette situation est devenue encore plus difficile en raison de deux événements. Le premier a été le passage de l'ouragan Ian, qui a causé de graves dommages dans plusieurs régions du pays et a mis en évidence l'incapacité du régime socialiste autoproclamé de garantir l'approvisionnement en matériaux pour la reconstruction des maisons touchées, obligeant les familles à payer les réparations nécessaires pour pouvoir dormir sous un toit. Le second a été la série de pannes d'électricité qui ont touché les principales villes de l'île des Caraïbes. Ces pannes ont été causées par le mauvais état du réseau électrique du pays et par les problèmes que rencontre la production d'électricité en raison de son lamentable entretien.

Les nouvelles qui nous parviennent sont rares et difficiles à interpréter, mais il semble que la combinaison de ces trois facteurs (la difficulté croissante de la survie quotidienne, la gestion de la crise de l'ouragan Ian et la situation créée par les coupures de courant récurrentes) sont à l'origine d'une situation, sinon identique, du moins similaire à celle de l'été dernier, lorsque des milliers de prolétaires cubains sont descendus dans la rue pour manifester et ont fini par affronter la police et les forces armées alors qu'ils réclamaient de meilleures conditions de vie.

Les manifestations de 2021 et celles d'il y a quelques semaines ont pour toile de fond les nouvelles mesures économiques imposées au début de l'année dernière par le gouvernement de Miguel Díaz Canel dans le but d'assainir la situation économique et financière de l'île. Ces réformes, visant à libéraliser partiellement le marché intérieur, cherchent à renforcer la position d'une petite bourgeoisie nationale créée à la faveur du commerce touristique, de l'épargne en devises, etc. et qui est intéressée par la régularisation du «*cuentalpropismo*» (travail indépendant) lui permettant d'ouvrir ses propres entreprises. En s'appuyant sur cette petite bourgeoisie et sur d'autres secteurs, comme le tourisme qu'il entend libéraliser, le gouvernement veut créer les bases d'une «modernisation» de l'île, inspirée du modèle chinois des 30 dernières années, qui permettra de maintenir la domination politique, économique et sociale de l'armée (principal propriétaire d'entreprises à Cuba) et du conglomérat de la bourgeoisie et des commerçants étrangers qui ont fait fortune dans le cadre de l'embargo économique imposé par les États-Unis.

Pour les prolétaires cubains, le revers de ces plans d'ajustement économique est terrible. A cause des coupes budgétaires, les sociétés publiques qui survivaient grâce aux capitaux injectés directement par l'État, souffrent maintenant d'un déficit de financement, qui se répercute immédiatement sur les salaires de leurs employés. D'autre part ces salaires ont une valeur de plus en plus faible, car la politique monétaire de Díaz Canel, qui a éliminé le système de double monnaie, a provoqué une hausse immédiate du prix des produits de base qui ne sont plus entièrement subventionnés.

En conséquence de cette situation, des milliers de Cubains ont émigré de l'île depuis 2021. Selon la presse espagnole, le nombre de Cubains qui sont arrivés aux États-Unis pendant cette période a été de près de 200 000, un nombre nettement supérieur à celui de ladite «crise des balseros» (1) des années 1980 et 1990. En raison de cette situation, des milliers de Cubains ont été poussés à manifester dans les rues, à élever des barricades, à se heurter à la police et à l'armée... Selon les médias, même le président Díaz-Canel a dû fuir sous escorte de sa garde prétorienne lorsqu'il a tenté de s'adresser aux manifestants à La Havane pour calmer leurs esprits, comme l'a fait à quelques reprises son prédécesseur Fidel Castro.

Malgré leur faiblesse, malgré qu'elle ne dépasse pas le niveau de la spontanéité la plus immédiate, ce type de réponse directe au coût de la vie, à la pression redoublée de l'État et à son incapacité à garantir des conditions d'existence acceptables, ont une valeur profonde car elles montrent que Cuba est un pays comme les autres : capitaliste, avec une classe exploitée et une classe exploiteuse, avec des conflits salariaux, avec des luttes pour les conditions de survie... en

somme, avec tout ce qui caractérise un pays capitaliste.

Le mythe du socialisme cubain, héritier direct du mythe du socialisme russe, construit sur la base de la falsification des termes de la réalité cubaine et de la nature même du socialisme, est battu en brèche, année après année, par ce type de mobilisations qui montrent que les prolétaires cubains souffrent de conditions parfaitement similaires à celles des prolétaires d'autres pays, notamment des pays d'Amérique latine.

Au-delà de l'importance que ce type de mobilisation peut avoir comme exemple, la réalité pour la classe prolétarienne cubaine est terrible et dévastatrice. Elle est privée de la moindre organisation de défense, tant sur le terrain immédiat de la survie et de la lutte économique que sur le terrain plus large et plus général de la lutte politique, et elle ne pourra s'élever au-dessus du niveau de la protestation spontanée qu'avec beaucoup de difficultés.

A cet égard, il n'y a pas de place pour les illusions: le travail de désorganisation et d'asservissement auquel se livre le Parti cubain soi-disant «communiste», l'armée populaire et les mythes du socialisme national incarnés par le sacrifice demandé à toute la population, la mobilisation nationaliste anti-impérialiste, agissent comme des facteurs de retardement objectifs et très puissants, de la maturation politique du prolétariat cubain. Rappelons que Cuba est l'un des points d'où a rayonné le mythe du socialisme national de type stalinien, un mythe qui a précisément joué le rôle de poids mort chevillé au corps du prolétariat mondial, tant dans le «premier» que dans le «tiers» monde. S'il en a été ainsi, si l'exemple de la Révolution cubaine et de sa fausse route vers le socialisme constituait un renforcement des tendances contre-révolutionnaires et anticommunistes qui existaient dans le reste du monde..., comment ne seraient-elles pas encore puissantes à Cuba aujourd'hui encore ? A partir de Cuba les tendances nationalistes, l'anti-impérialisme interclassiste, la confiance dans le frontisme et la collaboration entre les classes se sont renforcées dans les pays où la classe prolétarienne était indomptable et contre laquelle les forces opportunistes autochtones devaient être pleinement employées, comme dans le cas du Venezuela, du Chili, de l'Argentine.

Pendant soixante ans, avec une puissance encore plus grande, ces mêmes forces ont soumis la classe prolétarienne cubaine, la seule d'Amérique latine et des Caraïbes capable d'apporter une contribution décisive à un mouvement national-révolutionnaire - ce qui était aussi sa limite objective en l'absence de la direction d'un parti communiste marxiste et donc de classe et révolutionnaire -, la seule qui a vécu et s'est renforcée avec l'expérience de la lutte armée directe contre la classe dirigeante pro-yankee et contre les intérêts mêmes des États-Unis. La classe prolétarienne cubaine d'aujourd'hui se trouve devoir recommencer à lutter sur le terrain économique de base contre des conditions d'existence de plus en plus dures. Par rapport au reste des pays de la zone, elle dispose d'un avantage objectif: les conditions créées par la révolution de 1959, la réforme agraire, la nationalisation de pratiquement toute l'activité économique, etc. n'ont évidemment ni créé, ni fait évoluer l'économie vers le socialisme, mais ont donné naissance à une classe prolétarienne très nombreuse, peu imbriquée avec les secteurs petits-bourgeois et populaires comme dans le reste de l'Amérique latine. Ce fait représente une force objective pour les prolétaires cubains: leurs revendications ont un caractère distinct de classe, ce qui les différencie des revendications qui surgissent dans les soulèvements «populaires» périodiques qui ont lieu dans les pays de leur environnement immédiat, où la pression des classes moyennes, petites-bourgeoises et populaires continue à exercer une très forte influence sociale sur le prolétariat.

Soumis à des conditions de vie qui ne cessent de se dégrader comme celles du prolétariat du reste du monde, sans que son prétendu «socialisme» n'y change rien, le prolétariat cubain doit prendre la voie de la lutte de classe ouverte. Et si nous ne pouvons pas nous attendre à ce que cela se produise demain, la tendance croissante à le faire montre que la force d'endiguement que représente l'opportunisme stalinien et post-stalinien sur les plans nationaux et internationaux, se fissure de plus en plus.

De La Havane à la Californie et de Santiago du Chili à Montréal, ce sera la force de la classe prolétarienne qui effacera de la face de l'Amérique tant la bourgeoisie criminelle qui se nourrit du sang et de la sueur du prolétariat et des masses opprimées du continent, que les forces de l'opportunisme qui collaborent à l'effort pour prolonger la domination de classe bourgeoise.

Et la révolution américaine, non plus populaire mais prolétarienne, consolidera la force de la révolution en Europe, en Asie et en Amérique, qui, tôt ou tard, reviendra à son rendez-vous avec l'histoire.

## **parti communiste international**

(1) La «*balsa*» était une embarcation de fortune avec laquelle les migrants cubains (précisément appelés «*balseiros*») traversaient la mer pour atteindre les côtes de la Floride

*Correspondance:*

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 [www.pcint.org](http://www.pcint.org)

- Imp. Spé. - 6/10/2022 supplément au Proletaire n° 545

Lisez la presse du PCI: Le Proletaire / Programme Communiste / Communist Program / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian